

Algérie - La loi électorale est une... fraude !

jeudi 31 mai 2012, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 22 mai 2012).

Le PST était bien seul à expliquer, avant et pendant la campagne électorale, que les élections législatives du 10 Mai 2012 ne seront ni propres, ni démocratiques ni loyales, et ne constituent en aucun cas une possibilité pour le changement qu'attendent les travailleurs et les masses populaires.

Aujourd'hui, les conditions dans lesquelles se sont tenues ces élections et les résultats proclamés par le Conseil constitutionnel confirment notre analyse et ne surprennent que ceux qui nourrissaient des illusions quant à la régularité du scrutin.

Nous savons que la fraude a commencé bien avant le 10 mai. La fraude, c'est la fermeture de l'espace politique, le verrouillage du champ médiatique et la répression du mouvement social. La fraude, c'est le déni des libertés de s'organiser, de se réunir, de manifester. La fraude, c'est aussi l'inscription des militaires sur les fichiers électoraux après expiration des délais, c'est l'empêchement des membres des commissions de contrôle et des observateurs des partis politiques de pénétrer dans beaucoup de bureaux de vote, c'est la profusion aberrante des votes par procurations... Et pour couronner le tout, c'est la proclamation des résultats avant même l'établissement des PV et la fin des opérations de dépouillement des urnes !

Mais le plus grand fraudeur, c'est la loi électorale. Une loi taillée sur mesure, publiée le 12 janvier 2012, qui consacre l'hégémonie des partis de l'Alliance présidentielle, favorise le régionalisme, l'affairisme et le conservatisme tribal, au détriment des programmes politiques et économiques et des projets nationaux. Absurde, lorsqu'on sait que le mandat parlementaire est national, que les lois qui seront adoptées ont une vocation nationale et que l'Assemblée populaire est... nationale. Cette loi tue, après élimination des listes ayant obtenu localement moins de 5%, la pluralité politique et renforce arithmétiquement les vainqueurs de cette course déloyale. Cette loi consacre le détournement de la volonté populaire en offrant aux responsables du désastre économique et social, les FLN-RND-MSP, la majorité de l'APN (339 sièges) avec à peine 10% du corps électoral, excluant de fait 90% du corps électoral d'une représentation parlementaire.

Le cirque des observateurs étrangers pour avaliser cette mascarade cache mal le déficit de légitimité du régime algérien. Ceux qui mettent en danger l'unité nationale et l'intégrité territoriale sont ceux-là mêmes qui détournent la volonté populaire et reposent leur légitimité sur les satisfécits des puissances impérialistes qui ont des visées sur nos richesses naturelles et nos réserves financières. Ce sont ceux là mêmes qui ont imposé le libéralisme économique qui a détruit notre économie et engendré la misère sociale pour la majorité de notre peuple.

Est-il légitime de faire jouer des rôles constituants à cette nouvelle APN minoritaire ? Une fallacieuse majorité parlementaire constituée par les FLN-RND-MSP, pourra-t-elle changer légitimement la Constitution qui consacre justement le pouvoir du peuple ?

Une APN non représentative poursuivra le cours économique libéral suicidaire au détriment d'une politique de développement national basée sur l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture. Elle tournera le dos aux exigences de liberté, de dignité et d'égalité sociale qu'expriment haut et fort les travailleurs et les masses populaires.

Pour une assemblée constituante représentative des travailleurs et des masses populaires élue à la proportionnelle intégrale nationale !

Pour le PST, il faut une Assemblée constituante, élue à la proportionnelle intégrale nationale, représentative des travailleurs et des masses populaires, et qui reflète les revendications du formidable et bouillonnant mouvement social, peut amorcer un véritable changement permettant la prise en charge des besoins socio-économiques et politiques des travailleurs, des paysans pauvres, de la jeunesse et des femmes.

Pour le PST, seul un mode de scrutin basé sur la proportionnelle intégrale nationale peut permettre la préservation des voix de chacun et une concurrence entre les programmes politiques et les projets de société et l'élection d'une assemblée constituante représentative des aspirations de la majorité des algériennes et des algériens.

C'est pourquoi le PST appelle au rassemblement des militants de la classe ouvrière, le rassemblement de toutes les énergies de gauche. Un rassemblement qui ressuscite l'espoir et cristallisera une dynamique permettant le regroupement du camp des travailleurs et des masses populaires et construira le rapport de force qui imposera les changements politiques, économiques et sociales dans notre pays.

Le Secrétariat National du PST

Alger, le 22 Mai 2012.
